

«Mais en réalité, pour faire peur et rechercher le prétexte d'une vaste opération militaire dont on ignore le but», estime l'ARD (Alliance pour la République et la démocratie).

### «Nouveaux villages agricoles, de la propagande»

En matière économique, la plate-forme a regretté le fait que le budget de l'État exercice 2010 ne serait exécuté qu'à hauteur de 14% à fin juin. Elle espère que le solde non utilisé de ces ressources de l'année en cours devrait figurer, dans le budget de 2011, en opérations sur exercice antérieur.

## RÉHABILITATION DE L'ÉTAT DE DROIT

### Modeste Boukadia suggère trois propositions

**Le président du Cercle des démocrates et républicains du Congo (CDRC) a présenté ses propositions, le 16 octobre, à Brazzaville, au cours d'une conférence de presse.**

Ancien candidat déclaré à la dernière élection présidentielle, Modeste Boukadia a souligné que les trois conditions sont intelligemment dévoilées par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans son discours d'investiture. Il s'agit notamment, selon lui, des fondements suivants : la responsabilité de l'État ; l'investissement dans les secteurs productifs et la meilleure gestion du patrimoine commun. Parlant du premier fondement, le conférencier a précisé qu'en tant qu'État égalitaire, le Congo a l'obligation de créer les conditions nécessaires pour satisfaire les besoins de ses habitants. La satisfaction de ces besoins dépend de la production des biens et services qui résultent des activités des entreprises.

En ce qui concerne le deuxième, l'orateur encourage l'augmentation des investissements dans les secteurs hors pétrole : agriculture, élevage, pêche, bois, etc. «La jeunesse de notre population qui constitue la force vive du pays et le faible taux d'habitants sont des atouts qui devraient favoriser rapidement le développement de notre pays. Paradoxalement, cette force vive apte à l'innovation est laissée en léthargie sans activité professionnelle, parce que l'État

explique qu'il ne se laisserait pas faire. L'ARD ira aux élections et le gouvernement, qui ne veut pas du dialogue, assumera la responsabilité de ce qui pourrait arriver. «Nous serons présents en 2012, sinon quel est mon avenir politique ? En 2002, le pouvoir ne voulait pas me voir à l'Assemblée nationale. Notre combat est que ce pays retrouve ses marques sur le plan international», a promis le président de l'ARD qui entend se présenter aux législatives dans son fief de Gamboma, dans le département du Pool.

P.W.D.

n'a pas su créer les entreprises publiques ni favoriser le secteur privé pour utiliser cette somme d'énergie dans la création de la richesse nationale », a-t-il ajouté.

Quant au dernier fondement, le conférencier a précisé que l'objectif principal est de créer les conditions nécessaires à l'élévation du niveau de vie des populations. Pour atteindre cet objectif, a-t-il renchéri, la bonne gestion des finances publiques constitue la stratégie fondamentale, notamment en renforçant la discipline budgétaire, en resserrant les modalités de contrôle des dépenses publiques et en ayant la maîtrise de la masse salariale publique. Il faut ajouter, a-t-il poursuivi, à ces précédentes conditions, les modalités d'attribution des marchés publics pour les adapter à l'environnement international.

Invité par les journalistes à préciser son ancrage politique, le président du CDRC a indiqué : «Pour l'heure, on n'a pas besoin au Congo de parler de l'opposition ou de la majorité présidentielle. Pensons pour le moment à construire notre pays et à consolider la démocratie. Regardons ensemble les modalités de mise en œuvre du programme de société du chef de l'État pour le développement sous azimuts de notre nation. Notre politique au CDRC consiste à briser les barrières ethniques et régionalistes pour ne penser que le décollage économique du Congo».

Roger Ngombé

### réunion sur les mécanismes d'organisation de secours dans le pays tenue, du 11 au 14 octobre, à Brazzaville.

Au terme de quatre jours de travaux, les participants ont passé en revue les différentes catastrophes naturelles que le pays a connues depuis 1990, puis ont suivi les exposés liés au mécanisme d'alerte précoce, à la gestion des catastrophes, au fondement juridique du plan Orsec et à la prise en charge face aux risques. Ils ont ainsi proposé au gouvernement la mise en place d'un comité national de gestion des risques et des catastrophes. Cette structure serait respectivement dirigée par les ministères de l'Intérieur et de la décentralisation, des Finances, du budget et du portefeuille public, ainsi que celui du Développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement.

Le comité national de gestion des risques et des catastrophes aura entre autres missions d'évaluer les données, la capacité opérationnelle lors d'une catastrophe, de proposer les modalités d'intervention et de préparer, coordonner l'action des moyens d'intervention gouvernementaux. Il définira également les stratégies de lutte contre les catastrophes et coordonnera les secours sur le terrain. Enfin, il permettra le rapprochement et le renforcement de la solidarité entre les différents acteurs sur le terrain ainsi qu'une meilleure connaissance du rôle du monde associatif ; la prise en charge des groupes les plus vulnérables au sein des populations directement touchées par les catastrophes ou affectées par des conditions climatiques, environnementales, sanitaires ou épidémiologiques.

La réunion de concertation sur les mécanismes d'organisation des secours en



La photo de famille des participants

République du Congo était une initiative du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, regroupant des délégués venus de différentes administrations. Le directeur général de la sécurité civile, qui présidait les travaux, a rappelé la quintessence de ces assises. «Le ministre ayant constaté que les secours s'organisaient d'une manière désordonnée et disparate, a estimé qu'il était temps qu'on se réunisse entre experts, aussi bien du ministère de l'Intérieur, en charge des questions de secours, et tous les autres acteurs évoluant dans les administrations publiques. Ces derniers sont venus nous appuyer dans cet élan de recherche, de réflexion et d'analyse de tous les phénomènes que nous avons gérés par le passé», a expliqué le colonel Gérard Yongo.

### Décentraliser les services de secours pour mieux assister la population

Selon lui, la volonté du ministre de l'Intérieur est de faire de telle sorte que les populations soient désormais mieux assistées et reçoivent, par rapport à leurs attentes, tout ce que les services spécialisés en matière de secours des incendies peuvent apporter au quotidien. «Cette politique permanente doit prendre en compte le souci de bien faire en faveur des populations. Nous osons croire que les institutions qui verront le jour permettront désormais aux différents

acteurs d'être ensemble pour mettre en place des structures qui seront dans la durée efficaces et de plus en plus performantes pour pouvoir changer le paysage des secours», a-t-il espéré.

Pour atteindre cet objectif, «les acteurs principaux devront aller au contact de la population victime, vulnérable pour leur apporter du soutien». Le directeur général de la sécurité civile a, par ailleurs, déploré le fait que certaines personnes trouvent la facilité de critiquer et de parler en mal des pompiers, sans savoir que le prix d'un véhicule d'incendie avoisine trois millions de F Cfa. Le colonel Gérard Yongo est, enfin, conscient de la nécessité de décentraliser les services afin de permettre aux pompiers d'occuper le terrain, d'être plus proches de la population et de faire de la sécurité civile de proximité. «Nous ne sommes pas dans le besoin. Nous avons reçu la formation pour aller au secours de la population, donc il faut qu'on arrive à cela et ce sont nos ambitions. Le travail que nous venons de faire est d'amener le gouvernement à accepter et regarder avec beaucoup d'intérêt les propositions que nous avons faites, notamment la mise en place du comité national de gestion des risques et catastrophes naturelles au Congo», a conclu le colonel Gérard Yongo.

Parfait Wilfried Douniama